



Procès-verbal
Le mardi 22 octobre 2002 - n° 121

10 heures

Présidente : Mme Louise Harel

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 10 h 21.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Ménard, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi n° 118, Loi modifiant la Loi interdisant l'affichage publicitaire le long de certaines voies de circulation, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 118 est adopté.

M. Simard, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi n° 118 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission des transports et de l'environnement.

La motion est adoptée.

À 11 h 06, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, M. Brouillet, premier vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

La séance reprend à 14 h 07.

22 octobre 2002

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Sylvain Simard, ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, dépose :

Le rapport annuel de la Fondation universitaire de l'Université du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1424-20021022)

Le rapport 2001-2002 du Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants.

(Dépôt n° 1425-20021022)

M. Boisclair, ministre de l'Environnement, dépose :

Le rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1426-20021022)

M. Boisclair, leader du gouvernement, au nom de M. Bégin, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1427-20021022)

22 octobre 2002

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002, des ordres professionnels suivants :

L'Ordre des administrateurs agréés ;	(Dépôt n° 1428-20021022)
L'Ordre des agronomes ;	(Dépôt n° 1429-20021022)
L'Ordre des architectes ;	(Dépôt n° 1430-20021022)
L'Ordre de la Chambre des huissiers de justice ;	(Dépôt n° 1431-20021022)
L'Ordre des chimistes ;	(Dépôt n° 1432-20021022)
L'Ordre des dentistes ;	(Dépôt n° 1433-20021022)
L'Ordre des hygiénistes dentaires ;	(Dépôt n° 1434-20021022)
L'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires ;	(Dépôt n° 1435-20021022)
L'Ordre des ingénieurs ;	(Dépôt n° 1436-20021022)
L'Ordre des optométristes ;	(Dépôt n° 1437-20021022)
L'Ordre des physiothérapeutes ;	(Dépôt n° 1438-20021022)
L'Ordre des psychologues ;	(Dépôt n° 1439-20021022)
L'Ordre des technologistes médicaux ;	(Dépôt n° 1440-20021022)

22 octobre 2002

L'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec ;
(Dépôt n° 1441-20021022)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, des ordres professionnels suivants :

L'Ordre des audioprothésistes ;
(Dépôt n° 1442-20021022)

L'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés.
(Dépôt n° 1443-20021022)

M. Legendre, ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, dépose :

Le rapport annuel de Tourisme Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;
(Dépôt n° 1444-20021022)

Le rapport annuel du Secrétariat au loisir et au sport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.
(Dépôt n° 1445-20021022)

M. Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, dépose :

Le rapport de l'Institut national de santé publique du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.
(Dépôt n° 1446-20021022)

22 octobre 2002

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lachance (Bellechasse), à titre de président, dépose :

Le document de consultation de la Commission des institutions intitulé *La réforme du mode de scrutin au Québec*.

(Dépôt n° 1447-20021022)

Mme la Présidente dépose :

Le rapport d'activités et de gestion 2001 de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ;

(Dépôt n° 1448-20021022)

Les décisions du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 10 septembre 2002 :

- Décision 1110 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés ;

(Dépôt n° 1449-20021022)

- Décision 1112 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les documents parlementaires.

(Dépôt n° 1450-20021022)

Copie du préavis de la motion proposée par Mme Grégoire (Berthier) qui sera inscrite au *Feuilleton et préavis* du mercredi 23 octobre 2002, sous la rubrique " Affaires inscrites par les députés de l'opposition ".

(Dépôt n° 1451-20021022)

22 octobre 2002

Dépôt de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition concernant les soins chiropratiques :

- le premier, extrait d'une pétition signée par 30 000 citoyens et citoyennes du Québec, par M. Gobé (Lafontaine) ;
(Dépôt n° 1452-20021022)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 50 000 citoyens et citoyennes du Québec, par M. Côté (La Peltrie) ;
(Dépôt n° 1453-20021022)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 40 000 citoyens et citoyennes du Québec, par M. Corriveau (Saguenay) au nom de Mme Lespérance (Joliette).
(Dépôt n° 1454-20021022)

Mme Barbeau (Vanier) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 132 employés saisonniers du ministère des Transports, concernant les conditions de travail du personnel saisonnier du ministère des Transports.

(Dépôt n° 1455-20021022)

M. Bergeron (Iberville) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 9 300 citoyens et citoyennes de Saint-Pie, concernant la Ville de Saint-Pie.

(Dépôt n° 1456-20021022)

22 octobre 2002

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. MacMillan (Papineau) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 449 citoyens et citoyennes, concernant les soins chiropratiques.

(Dépôt n° 1457-20021022)

—————

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Leblanc (Beauce-Sud) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 22 250 citoyens et citoyennes de la région Chaudière-Appalaches, concernant l'autoroute 73.

(Dépôt n° 1458-20021022)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Boucher (Johnson) et M. Charest, chef de l'opposition officielle, proposent :

QUE l'Assemblée nationale souligne et félicite l'initiative et l'excellence de l'édition spéciale *Innovation*, réalisée par le quotidien *La Tribune*, laquelle met en lumière les succès technologiques et innovateurs de la région de l'Estrie et de ses chercheurs, et qui a été distribuée à plus de 700 000 exemplaires à travers tout le Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

22 octobre 2002

M. Baril, ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la deuxième Journée maritime québécoise organisée aujourd'hui par la Société de développement économique du Saint-Laurent (SODES), dans la foulée de la politique de transport maritime et fluvial du gouvernement du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boisclair, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des finances publiques, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 107, Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier ;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre les auditions publiques dans le cadre de la consultation générale à l'égard du projet de loi n° 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

M. Bissonnet, troisième vice-président, donne l'avis suivant :

- la Commission de l'administration publique se réunira afin de procéder à l'audition du sous-ministre de la santé et des services sociaux, concernant les services à domicile relevant du réseau de la santé et des services sociaux, conformément à la *Loi sur l'administration publique*.

22 octobre 2002

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, troisième vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 23 octobre 2002, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Grégoire (Berthier).

Cette motion se lit comme suit :

QUE le gouvernement mette en vigueur un plan de remboursement de la dette québécoise.

Il informe également que, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, le débat de fin de séance, qui devait avoir lieu à la fin de la présente séance, entre M. Williams (Nelligan) et M. Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, concernant les enfants autistes, est reporté à la fin de la séance du jeudi 24 octobre 2002 et, le cas échéant, il sera en excédent du nombre prévu à l'article 312 du Règlement.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 236 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi n° 119, Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 119 est adopté.

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, propose que le projet de loi n° 119 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

22 octobre 2002

À 17 h 17, M. Beaulne, deuxième vice-président, suspend les travaux jusqu'à 18 heures.

Débats de fin de séance

À 18 heures, l'Assemblée tient trois débats de fin de séance :

- le premier, sur une question adressée par M. Vallières (Richmond), à Mme Marois, ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, concernant la mine Jeffrey et les réserves de minerais. M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, remplace la ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, pour ce débat ;
- le deuxième, sur une question adressée par Mme Mancuso (Viger) à M. Boulerice, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, concernant les médecins issus de l'immigration ;
- le troisième, sur une question adressée par M. Bordeleau (Acadie) à M. Trudel, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones, concernant l'intégration des professionnels issus de l'immigration.

À 18 h 39, M. Beaulne, deuxième vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 23 octobre 2002, à 10 heures.

La Présidente

LOUISE HAREL